

Si vous vous proposez de dire un mot de mon ouvrage sur *L'Opinion*, je vous prierais de noter cette explication.

Veuillez croire, cher monsieur,

A toute ma gratitude,

J. A. HERVIEUX.

NOUVELLES GÉNÉRALES.

M. MACTAVISH.

M. MacTavish, dernier gouverneur du Nord-Ouest, est décédé à Liverpool le 23 juillet. Il aimait les Canadiens et les catholiques, et deux de ses enfants ont reçu leur éducation dans des institutions catholiques du Bas-Canada—le collège de St. Hyacinthe et l'Académie du Côté St. Louis.

VERSION FRANÇAISE ET PRUSSIENNE DU FAMEUX TRAITÉ FRANCO-PRUSSE.

Le *Journal Officiel* contient un article sur le prétendu traité publié par le *Times* de Londres. Il dit qu'après le traité de Prague en 1866, il a été question d'une alliance avec la Prusse. Plusieurs conférences eurent lieu entre M. Bismark et l'ambassadeur français durant lesquelles quelques-unes des idées du document susdit furent mentionnées, mais le gouvernement n'a jamais eu aucune connaissance d'aucun projet de traité tel que celui publié par le *Times*.

La publication de ce prétendu document n'est qu'une manœuvre pour influencer l'opinion publique en Angleterre. La *Correspondance* de Berlin prétend que le traité est authentique et que l'original de la main de M. Benedetti se trouve aux archives du département de la guerre. Avant la guerre entre l'Autriche et la Prusse, Napoléon avait offert 300,000 hommes à la Prusse pour écraser l'Autriche en compensation de la cession des provinces du Rhin.

D'un autre côté, tous les journaux français qui croient un peu à l'existence du projet du fameux traité prétendent que la proposition n'a jamais été faite sincèrement à la Prusse, mais dans le seul but de compromettre l'ambitieux Bismark.

EUGÉNIE RÉGENTE.

Le *Journal Officiel* publie un décret nommant l'impératrice régente durant l'absence de l'Empereur.

Il publie aussi un décret appelant 90,000 hommes du contingent de 1869 au service actif.

LES ENFANTS DE M. PRÉVOST-PARADOL.

Les enfants de M. Prévost-Paradol, sa fille âgée de seize ans, et son fils âgé de onze ans, sont partis à bord du *Lafayette*: ils savaient la mort de leur père, mais on leur avait laissé ignorer qu'elle fut le résultat d'un suicide; ils ne savaient pas non plus qu'il fut sur le même navire, et qu'ils allaient traverser l'Océan sous le même pavillon. C'est en France seulement qu'ils apprendront, de la bouche d'un ami de la famille, les tristes détails qu'ils ignorent.

L'ASSEMBLÉE ANNEXIONNISTE DE STANFOLD.

L'*Événement* donne le compte-rendu suivant de cette assemblée:

La nouvelle qu'on allait tenir une assemblée annexionniste à Stanfold, la première du genre, avait attiré ici bon nombre d'étrangers, entre autres MM. Gérin, Buiès, Arthur Turcotte, Lucien Turcotte, J. O. Turgeon, Lottinville, etc.

Tous ces messieurs et toutes les notabilités de notre localité se sont rendus dimanche après-midi à Stanfold. L'assemblée était fort nombreuse et s'est formée sous la présidence de M. Pratte, maire de la paroisse.

M. Edouard Richard, avocat, a ouvert les délibérations par un discours sensé et modéré. Il a été suivi par M. J. O. Turgeon, avocat de Montréal, qui a parlé en faveur de l'annexion.

M. Laurier a pris ensuite la parole, il s'est déclaré contre l'annexion et pour l'indépendance. Il parle fort bien et il a été accueilli et écouté avec une évidente sympathie.

Le véritable inspirateur de l'assemblée, M. E. L. Pacaud, lui a succédé à la tribune. Il s'est exprimé avec cette franchise et cette verve qui caractérisent sa parole. Il a déclaré que l'indépendance n'était qu'une demi-mesure et qu'il fallait demander carrément l'annexion.

M. Gérin a combattu à la fois l'indépendance et l'annexion, en répondant à MM. Laurier et Pacaud; et de l'avis de tout le monde il a prononcé le meilleur discours.

Appelé à parler, M. Lucien Turcotte a remercié la foule de la bienveillance qu'on lui témoignait et a dit qu'il ne désirait pas faire de discours politique.

Puis M. Buiès a parlé en faveur de l'indépendance et M. Crépeau contre l'opportunité de la discussion.

Deux séries de résolutions avaient été préparées, l'une en faveur de l'indépendance et l'autre de l'annexion; mais l'assemblée n'a pas cru devoir se prononcer.

La froideur avec laquelle on accueille les apôtres de la nouvelle doctrine nous expliquent la position que vient de prendre l'hon. M. Holton.

L'ARCHEVÊQUE DE QUÉBEC.

Il est rumeur que Mgr. l'Archevêque de Québec, vu le mauvais état de sa santé, a envoyé sa démission à Rome. Ce n'est pas la première fois, croyons-nous, que Sa Grâce demande d'être relevée de ses hautes fonctions.

LES SAUTERELLES ET LES SAUVAGES.

Un double fléau vient de s'appesantir sur le Nord-Ouest. Les sauterelles dévorent les moissons et quelques tribus indiennes se dirigent sur le Fort-Garry. On ne connaît pas encore bien le but de ces enfants des bois, mais leur approche offre rien de bien rassurant. Ils ont déjà pris l'un des forts de la Baie d'Hudson, qu'ils ont pillé complètement, et paraissent en menacer plusieurs autres.

MAGISTRATS STIPENDIAIRES.

Il paraît que le ministère-Chauveau est décidé à ne point nommer de Magistrats Stipendiaires, mais à proposer une loi

durant la prochaine session pour revêtir les Shérifs, moyennant un salaire annuel de \$200, des pouvoirs de magistrats.

Nous serons heureux que le gouvernement local en agisse ainsi. Du moment où il ne voulait pas abolir la loi établissant la petite cour des commissaires et les juges de paix, ni donner à ses magistrats la juridiction civile des commissaires et celle qu'exercent dans certains cas les juges de paix, sa loi était un non-sens et n'avait plus de raison d'être.

ENCORE LE TRAITÉ SECRET.

Le *Journal Officiel* publie les explications du comte de Benedetti concernant la question du traité secret.

Il est bien connu que M. de Bismark a fait des propositions à la France avant et après la guerre de l'Autriche. Ces propositions se réduisaient à ceci, la France devrait prendre la Belgique comme une compensation pour l'agrandissement de la Prusse.

L'Empereur a toujours refusé d'accéder à ses propositions. Aussitôt après la conclusion du traité de Prague, M. de Bismark exprima de nouveau le désir de rétablir l'équilibre et fit plusieurs propositions tendant à affecter l'intégrité des États sur la frontière de la France.

Durant une de ces conversations M. de Bismark lut au comte Benedetti ce projet de traité secret qui a été dernièrement publié.

Le comte Benedetti donna alors avis de la teneur du traité projeté au gouvernement de l'Empereur, mais cette proposition fut promptement rejetée. Le comte Benedetti ajoute que le roi de Prusse n'approuvait pas les projets de Bismark.

La position de l'armée française est comme suit: Le premier corps commandé par le maréchal MacMahon est à Strasbourg; le second corps dirigé par le général Froissart est à St. Avold; le troisième corps commandé par le maréchal Bazaine est à Metz; le quatrième corps dont le général est le comte Salmirault est à Thionville; le cinquième corps commandé par le général de Failly est à Bitsche; le sixième corps qui a pour commandant le maréchal Canrobert est à Châlons; le septième corps ayant Daray pour général est à Belfort et le huitième corps commandé par le général Bombay est aux quartiers généraux de l'armée.

ROME.

Le retrait des troupes françaises paraît fixé pour la mi-septembre: telles sont les dernières nouvelles, auxquelles nous refusons encore de croire. Les Italiens ne veulent pas ce sacrifice, qui, en outre, éloignerait du gouvernement français toute la population franchement catholique de l'Empire.

D'un autre côté, l'Autriche ne veut plus de son concordat avec le Saint Père. Cette nouvelle a plus de vraisemblance: on peut s'attendre à tout en fait de libre pensée de la part du ministre protestant (M. de Beust) qui dirige la politique autrichienne.

L'AMNISTIE.

Les rebelles du Nord-Ouest sont amnistiés, grâce aux démarches de Mgr. Taché et du Révd. M. Ritchot.

UN EMPRUNT GARANTI.

La *Minerve* du 2 courant dit:

"Le télégraphe transatlantique nous apprend que le gouvernement impérial vient de soumettre un bill garantissant l'emprunt canadien.

"Nous pensons qu'il s'agit de l'emprunt de \$5,000,000 pour les fortifications de Montréal, Halifax et autres places. Si c'est le cas, il est probable que les travaux commenceront à Longueuil avant l'automne."

DU SIÈGE DE LA GUERRE.

Rien de neuf: les deux géants s'examinent avant de tomber l'un sur l'autre. Six cents mille hommes sont à la veille d'en venir aux mains et s'essaient dans des escarmouches où chacun réclame la victoire. C'est l'Empereur qui est le plus exposé: il est à la tête de la colonne la plus avancée, à St. Avold, sur la frontière, en face de Saarbruck, où les forces prussiennes sont concentrées.

L'ÉPISEME-PARADOL.

Nous trouvons dans le "New-York Herald" les réflexions suivantes provoquées par l'enquête faite sur le cadavre de l'illustre homme de lettres:

"Il nous semble que l'enquête Paradol n'a pas élucidé d'une manière satisfaisante certains points difficiles de l'affaire. On ne donne qu'une histoire insuffisante de la nuit—de tout le temps qui s'est écoulé de une à cinq heures du matin, alors que les domestiques étaient seuls dans la maison avec le défunt et ne donnaient pas signe de vie. Est-ce là une conduite naturelle en de telles circonstances? Le valet de chambre, Auguste a cru que son maître se trouvait mal, et a couru immédiatement en bas chercher du vinaigre. En bas, il voit du sang sur ses habits et dit: "Quelqu'un a tué M. Paradol." Ainsi, il a cru d'abord à un évanouissement, ensuite à une blessure; et la pensée ne lui est pas venue d'appeler un docteur."

"Lorsqu'il est remonté, on dit que M. Paradol était mort, bien qu'il ait encore vécu trois quarts d'heure. Il paraît que pendant la plus grande partie de ce temps, l'agonisant a été laissé seul, ses domestiques étant en bas à chercher du vinaigre. On dit qu'étant étrangers en ce pays et n'en connaissant pas la langue, ils ne savaient que faire; mais les domestiques connaissant la demeure des autres membres de la légation; et quant au pays étranger, il est certains usages suivis dans le monde entier, et l'un de ces usages est que les domestiques demandent de l'aide et de l'assistance pour leur maître en danger toutes les fois qu'il n'ont rien à cacher. Les lettres produites ne sont pas sans avoir un caractère particulier. Quand M. Paradol a-t-il écrit l'exclamation: *Je me tue!* Ce temps indique que ces mots ont été écrits au moment où s'accomplissait l'acte auquel ils se rapportent; mais ont-ils été écrits avant, ou après, et comment les a-t-on trouvés? La lettre en possession de M. Desjardin mérite un examen plus attentif

que celui qui en a été fait superficiellement; les apparences démontrent un suicide, mais la conduite des domestiques a certainement été étrange, et quelques autres points ne le sont pas moins."

RETOUR D'EUROPE.

Nous sommes heureux d'apprendre le retour d'Europe d'un artiste de mérite, M. Salomon Mazurette. Ce monsieur a passé une partie de l'année à Paris à se perfectionner dans la musique et a pris des leçons régulières de MM. Jacques Herse et Ed. Battiste, deux pianistes et compositeurs de renommée universelle.

L'ANGLETERRE ET NOS MILICES.

Le Lieut. Gén. Lindsay, commandant des Forces de Sa Majesté en Canada, a reçu une dépêche du Ministre de la Guerre dont voici la substance:

1o. Le gouvernement anglais félicite le Gén. Lindsay des mesures, couronnées de succès, qu'il a prises pour repousser l'invasion féniennne;

2o. Le gouvernement apprend avec un plaisir particulier que le succès de la défense des frontières est dû à la bravoure des milices canadiennes;

3o. Le gouvernement apprécie hautement la valeur des loyaux habitants du Canada et leur promptitude à se ranger sous les drapeaux.

LE PACIFIQUE CANADIEN.

S'il faut en croire les dernières nouvelles de l'Angleterre, la métropole serait disposée à garantir un emprunt de soixante à quatrevingts millions de dollars pour la construction de notre chemin de fer du Pacifique, destinée à relier les deux extrémités de la Confédération.

J. A. MOUSSBAU.

BISMARCK ET L'ESPAGNE.

Le *Constitutionnel* de Paris, donne des détails assez curieux sur la part que, dès l'origine, M. de Bismark a prise à la révolution espagnole:

"Plusieurs mois avant l'insurrection d'Espagne, en septembre 1868, des journaux étrangers avaient recueilli, sur l'attitude prise par M. de Bismark dans les affaires d'Espagne, des bruits qui ont trouvé alors accès dans la presse française, et ont donné lieu à des commentaires très-accentués. On prétendait que ceux qui plus tard furent les chefs du mouvement insurrectionnel, agissaient d'accord avec le ministre prussien pour renverser la reine Isabelle et mettre sur le trône le duc de Montpensier; l'on ajoutait que des agents des chefs espagnols s'étaient rendus à Berlin et en avaient rapporté des encouragements moraux et matériels.

"Ces bruits furent aussitôt démentis par les journaux de Berlin. Ils affirmaient que non-seulement M. de Bismark ne s'était en aucune façon immiscé dans les affaires d'Espagne, mais encore qu'aucun Espagnol n'était venu à Berlin, si ce n'est M. Rancez, ministre d'Espagne en Prusse. Ils allaient même jusqu'à dire que ce diplomate s'était beaucoup moins occupé de politique que ne le comportait et ne l'exigeait sa position.

"Quelques mois après l'insurrection éclate en Espagne. Plusieurs journaux reproduisent les mêmes bruits et ajoutent qu'à Cadix étaient arrivés des bateaux portant des secours d'argent d'origine prussienne.

"Par une coïncidence singulière, ce même M. Rancez qui, au dire des journaux prussiens, avait failli à ses devoirs politiques sous le gouvernement de la reine Isabelle, fut, un des premiers, l'objet d'une promotion de la part du gouvernement provisoire d'Espagne, il fut nommé gouverneur de Cadix.

"A la même époque, de nombreuses correspondances, publiées par des journaux de toutes nuances, rapportaient un mot que M. de Bismark aurait prononcé à la première nouvelle de l'insurrection de Madrid: "Voilà ma planche de salut!" Amis et adversaires du ministre prussien n'avaient qu'un seul commentaire pour ce mot: il voulait dire, selon eux, que les troubles d'Espagne, les candidatures qu'ils allaient faire naître, seraient un embarras pour la France.

"Qu'y a-t-il eu de vrai dans ces bruits? L'événement d'aujourd'hui forme-t-il un anneau dans cette chaîne de faits qui, il y a deux ans, circulaient dans toute l'Europe? L'éminent homme d'Etat qui dirige les destinées de la Prusse avait-il mis en avant, pour le trône d'Espagne, le duc de Montpensier dont il connaissait l'impopularité, afin de lui substituer, au moment opportun, la candidature d'un prince prussien?

"Nous ne saurions répondre, dès à présent, à toutes ces questions. Le fait certain, c'est cette candidature dont le moindre inconvénient est d'inquiéter l'Europe, mais dont le plus sérieux danger est, selon toute prévision, de fournir l'aliment d'une nouvelle guerre civile en Espagne.

KIEL.

L'une de nos gravures représente Kiel, le plus beau port de mer de la Baltique et l'un des plus beaux du monde entier. C'est une des acquisitions de la Prusse en 1866, aux dépens du Danemark. La Russie, qui le convoitait depuis longtemps, se l'est vu enlever à sa barbe par la Prusse qui était moins scrupuleuse sur les moyens.

C'est, à l'heure qu'il est, le port qui abrite la flotte de la Prusse.

TOULON.

Nos lecteurs connaissent Toulon, le principal port de mer de la France après Brest, et le plus considérable qui se trouve sur la Méditerranée après Gibraltar. On se rappelle que c'est là que Napoléon Ier fit ses premières preuves et remporta sa première victoire sur les Anglais, qui s'étaient emparés de cette place forte.

Il règne depuis quelques semaines une grande activité à Toulon.

PRIME AU COURAGE.—Un monsieur Jos. Emeric a envoyé à monsieur Derbec, éditeur du *Courrier de San Francisco*, un chèque de 500 dollars en le priant d'avoir l'obligeance de le faire toucher au soldat français qui prendra le premier drapeau prussien sur le champ de bataille.